

S'il n'évoque pas la menace que représentent les combustibles fossiles, le Sommet pour l'avenir portera mal son nom | Lettre publique des chefs d'État et lauréats du prix Nobel

Nous, anciens chefs d'État et lauréats du prix Nobel de la paix venus du monde entier, partageons notre sentiment d'urgence et de responsabilité face à l'avenir de notre planète. Nous saluons le souhait des Nations unies d'organiser un Sommet de l'avenir au mois de septembre. Cette réunion historique des Nations unies vise à garantir un avenir durable et équitable pour toutes et tous.

Cependant, l'absence totale de référence aux combustibles fossiles dans le projet de Pacte pour l'avenir nous préoccupe grandement, dans la mesure où les fossiles constituent actuellement l'une des menaces les plus graves pour notre planète.

L'utilisation de combustibles fossiles est la principale cause de la crise climatique, engendre ainsi des conditions météorologiques extrêmes, des incendies, des canicules mortelles, des sécheresses et des inondations qui menacent des vies et des moyens de subsistance partout dans le monde.

Mais la catastrophe ne s'arrête pas là : l'extraction et la combustion des combustibles fossiles compromettent les 17 objectifs de développement durable, et mettent en péril la santé publique, alimentent les conflits, exacerbent les inégalités sociales et menacent les écosystèmes riches en biodiversité du monde entier.

Pour atteindre l'objectif du sommet « d'améliorer le présent et de préserver l'avenir », les dirigeant-e-s du monde entier doivent s'engager à opérer une transition rapide et équitable vers la sortie des combustibles fossiles.

Pour qu'une telle transformation voie le jour, un niveau de coopération internationale sans précédent est indispensable. Les États doivent œuvrer main dans la main pour mettre fin à l'expansion du pétrole, du gaz et du charbon, conformément au consensus scientifique et économique établi par le GIEC, l'AIE et d'autres organismes scientifiques internationaux réputés. Ils doivent également convenir d'un calendrier équitable de sortie des fossiles afin de compléter et de mettre en œuvre l'Accord de Paris. Enfin, les États doivent augmenter les financements nécessaires pour garantir que chaque pays, chaque communauté et chaque personne puisse bénéficier d'un futur prospère sans combustibles fossiles.

Nos nations se sont unies par le passé pour faire face aux plus grandes menaces pour le développement humain à l'échelle mondiale, notamment en mettant un terme au fléau de la production des mines terrestres ou encore en protégeant l'ozone des produits chimiques dangereux. Nous devons à nouveau nous appuyer sur la coopération internationale afin de relever efficacement l'un des plus grands défis mondiaux. Nous saluons donc le groupe des 13 États qui mène cette démarche en appelant à la négociation d'un Traité de non-prolifération des combustibles fossiles, et qui est en cours d'expansion.

Ainsi, nous appelons les Nations unies à veiller à ce que le Pacte pour l'avenir comprenne de solides engagements en faveur de la gestion et du financement d'une transition mondiale rapide et équitable vers la fin de l'extraction du charbon, du pétrole et du gaz, conformément à la limite de réchauffement de 1,5 °C établie dans l'Accord de Paris.

S'il n'évoque pas la menace que représentent les combustibles fossiles, le Sommet pour l'avenir portera mal son nom et risquera de compromettre une occasion unique de restaurer la confiance en la puissance de la coopération internationale.

Ensemble, nous avons la possibilité d'ouvrir la voie à un avenir durable, prospère et équitable pour toutes et tous. Construire un monde sans combustibles fossiles nécessite cependant des actions ambitieuses et courageuses. Saisissons cette opportunité et faisons preuve de courage et de conviction pour le bien-être de notre planète et des générations futures.